

réglé le problème. On nous avait alors laissé entendre que le temps était venu de dépenser de l'argent avant la campagne électorale.

Alors qu'il s'adressait à des hommes d'affaires de New York en décembre dernier, le ministre des Finances, selon ce qu'a rapporté M. Ferguson, s'est vanté du succès de ce que le gouvernement conservateur avait obtenu au cours de son premier mandat dans ses efforts pour maîtriser les dépenses.

Si le gouvernement était vraiment parvenu l'année dernière à régler le problème, comment se fait-il que tout à coup nous soyons aux prises avec un déficit qui, nous le croyons—nous en serons certains lorsqu'il aura présenté l'exposé budgétaire et le Budget des dépenses—risque de l'obliger à effectuer des coupes sombres dans ces principaux programmes qui revêtent tant d'importance pour les Canadiens? Nous reconnaissons bien là le gouvernement, un gouvernement qui fait une chose après en avoir promis une autre et qui n'hésite pas à faire volte-face à la première occasion.

A nos yeux, réduire le déficit est important, mais ce qui l'est bien davantage, c'est favoriser une croissance économique qui, à la longue, permette vraiment de réduire le déficit tout en favorisant une meilleure répartition de la richesse. Le gouvernement ne saurait favoriser la croissance économique en sabrant dans certains programmes qui sont essentiels à l'infrastructure et à l'essor de l'économie. Ainsi, un gouvernement qui veut vraiment favoriser la croissance économique ne doit pas songer à réduire les crédits alloués à l'éducation postsecondaire, à la formation, au recyclage, à la recherche et au développement, à l'infrastructure des transports et des communications, non plus qu'à la modernisation de l'industrie. S'il veut par ailleurs réduire le déficit, il ne va pas sabrer dans les programmes qui visent à améliorer la situation économique et à accroître ses propres revenus. Il ne va pas saborder les programmes qui aident les pauvres à se procurer les biens essentiels à leur subsistance. Tout l'argent qu'il verse aux économiquement faibles pour les aider à se procurer denrées alimentaires, logement, et tous les biens et services essentiels favorise l'économie.

Le gouvernement a beau dire que nous devrions nous réjouir au plus haut point de ce que la situation chez nous soit on ne peut plus florissante, le fait demeure qu'un niveau de chômage de 7,6 p. 100 est supérieur à celui que nous avons connu en 1981 avant la récession. En 1981, le taux de chômage était en effet de 7,5 p. 100. Il avait été en moyenne de 5,6 p. 100 de 1965 à 1980, années dominées par des gouvernements libéraux, comme l'a signalé le premier ministre (M. Mulroney). Or, le gouvernement se dit tout fier du taux de chômage actuel de 7,6 p. 100, alors

même que plus de 1,2 million de Canadiens demeurent en chômage.

Je sais que certains de nos vis-à-vis ne se soucient guère d'entendre la vérité à ce sujet. Chez nous, nous avons encore cinq provinces où le chômage est supérieur à 10 p. 100. Au Québec, il est à peine inférieur à 10 p. 100. Encore une fois, nous constatons que la province la plus peuplée fausse les statistiques nationales. Dieu merci, la situation est excellente en Ontario où nous avons un gouvernement libéral. Mais la vérité, c'est que la situation économique laisse à désirer dans nos différentes régions. Il y a encore au Canada plus d'un million de chômeurs et le niveau de chômage dans les provinces Atlantiques, en Colombie-Britannique et au Québec est tout à fait inacceptable.

Si, comme nous l'avons dit, le gouvernement songe à éliminer certaines choses, qu'il élimine les sous-marins nucléaires qui ont encore fait l'objet de critiques ce matin. J'ai là un article de la Presse canadienne publié dans les journaux d'aujourd'hui et qui a pour titre: «Les sous-marins nucléaires, un gaspillage d'argent». Un amiral américain à la retraite aurait en effet déclaré que les sous-marins à propulsion nucléaire que le Canada songe à acheter seront vraisemblablement l'occasion d'énormes dépassements de coût, sans compter qu'ils deviendront rapidement désuets et n'auront guère d'utilité stratégique. C'est le contre-amiral américain Eugene Carroll qui a fait hier cette déclaration. Il occupe le poste de directeur adjoint du Centre d'information de la défense à Washington.

En outre, si le gouvernement entend vraiment procéder à des compressions et suivre les conseils de ses amis de l'Association des manufacturiers canadiens, il pourrait envisager de sabrer dans les subventions accordées au secteur privé. Selon une étude terminée à la fin de 1988, et je me reporte en l'occurrence à un article sur cette étude, le monde des affaires exige des compressions dans les dépenses au titre des programmes sociaux, afin de réduire le déficit de 28 milliards de dollars par an, mais il oublie, semble-t-il, que sa part des largesses fédérales ne cesse de grandir alors que sa part du fardeau fiscal diminue. En pourcentage du produit intérieur brut, la valeur de tous les biens et services produits au Canada, les sommes consacrées au secteur privé par le biais de subventions et sous d'autres formes, qui étaient de moins de 1 p. 100 en 1970, ont atteint un sommet de 2,5 p. 100 au milieu des années 1980. Pendant ce temps, les sommes consacrées aux particuliers ne cessent de diminuer après avoir atteint un sommet de 7 p. 100 du produit intérieur brut au cours de la récession pour tomber à environ 6 p. 100 à l'heure actuelle. J'invite le gouvernement à exami-